

FINANCE mardi 05 juillet 2011

Ce qui attend Christine Lagarde, nouvelle patronne du FMI

Ram Etwareea

Organisation La nouvelle directrice est attendue sur la crise de la zone euro

> Les pays émergents espèrent des réformes de l'institution

La Française Christine Lagarde prend ses fonctions à la tête du Fonds monétaire international ce mardi. Histoire de lui souhaiter la bienvenue, le journal interne de l'institution promet «un programme de travail chargé et des décisions stratégiques» à prendre dans l'immédiat. Elle précisera ses priorités lors de sa première conférence de presse agendée pour déjà aujourd'hui. Voici ses principaux dossiers.

Zone euro

La crise financière de 2008–2009 et la récession ont fragilisé l'Europe. Plusieurs pays ont dû recourir à une aide financière du FMI en échange des programmes de redressement budgétaire. Dans la zone euro, la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la France, la Belgique et l'Irlande se retrouvent avec un endettement et un déficit budgétaire qui dépassent les limites fixées par le Traité de Maastricht, soit 60% du PIB pour la dette et 3% du PIB pour le déficit. Plus endettés que les autres et n'ayant plus accès aux marchés pour se refinancer, le Portugal, l'Irlande et la Grèce ont obtenu l'aide de la troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI). Le cas le plus urgent est celui de la Grèce. Christine Lagarde doit réunir le conseil d'administration du FMI ces prochains jours pour débloquer la cinquième tranche de 12 milliards d'euros de l'enveloppe votée en mai 2010. Cet été, il devra étudier une nouvelle aide pouvant aller jusqu'à 110 milliards d'euros, ce qui devrait permettre à la Grèce de rembourser ses dettes en 2012 et en 2013.

Déséquilibres mondiaux

D'une part, les pays émergents dynamiques se constituent de grandes réserves en devises. De l'autre, les pays industrialisés à croissance atone accumulent le déficit. Une situation malsaine, juge le FMI qui insiste que les pays émergents adoptent des politiques monétaires plus souples pour réduire les déséquilibres entre les deux pôles. Alors que son prédécesseur Dominique Strauss-Kahn soufflait le froid et le chaud notamment sur la Chine lui intimant de laisser apprécier sa monnaie, Christine Lagarde vient de dire qu'elle était satisfaite de l'évolution du yuan.

Inflation

La surveillance des prix est assurée davantage par les banques centrales, mais le FMI ne cache pas son inquiétude. Il craint que la flambée ne déraille la reprise économique mondiale. En Chine et en Inde, l'inflation a frôlé les 10% au deuxième trimestre 2011. L'Europe n'est pas épargnée; certains pays comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne connaissent des hausses de prix allant jusqu'à 5% durant la même période. Dans sa dernière publication «Perspectives économiques mondiales», le FMI prévoit une croissance de 4,3% en 2011 et de 4,5% en 2012, mais note que l'inflation pourrait constituer un frein, plus particulièrement pour les pays les plus pauvres.

Surveillance

Le G20 a chargé le FMI de la coordination de politiques économiques et de la surveillance des marchés financiers. Christine Lagarde devra mettre en place les outils qui anticipent des crises. En février, un rapport interne expliquait comment l'institution avait sous-estimé les signes précurseurs de la dernière crise financière.

Contrôle de flux financiers

Contrôle de flux financiers: une école de pensées estime qu'un contrôle s'impose pour empêcher la volatilité des capitaux spéculatifs.

Traditionnellement, le FMI ne voulait pas en entendre parler. Depuis peu, il entre en matière. Dans le même registre, il travaille, à la demande du G20, sur une taxe sur les transactions financières.

Réformes institutionnelles

C'est le dossier le plus sensible et où les attentes sont grandes. La représentation au sein du FMI ne reflète pas le poids de ses pays membres, plus particulièrement ceux des pays émergents qui pèsent de plus en plus dans l'économie mondiale. Malgré des appels incessants depuis plusieurs années et de promesses pour reformer l'actionnariat, les directeurs successifs n'ont apporté que des changements insignifiants alors même que les pays émergents disposent de réserves pour alimenter les caisses du FMI. Celui-ci aurait un besoin urgent de liquidités si un autre pays, l'Espagne par exemple, devait frapper à sa porte.